

La Banque de Céréales communautaire :

POTENTIEL FILET SOCIAL DE SECURITE ALIMENTAIRE POUR
LA REGION DE L'EXTREME-NORD DU CAMEROUN



Sandrine Kouba

RELUFA | OCTOBRE 2016





Table de matières

Table de matières.....	3-4
Dédicace.....	5
Remerciements.....	5
Acronymes.....	6
Listes des figures.....	6
Introduction.....	7
I.-L'Insécurité alimentaire dans la Région de l'Extrême-Nord du Cameroun.....	7
II. Mettre à contribution les filets sociaux de sécurité contre l'insécurité alimentaire.....	8
III.Le système de Banque de céréales : Filet social de sécurité alimentaire choisi par le RELUFA.....	9
A.Justification du choix du système de banque de céréales.....	9
B.Description du système des banques de céréales.....	10
IV- Impacts du système des banques de céréales.....	11
A.-Impact de l'approvisionnement en céréales.....	12
1.-Réduction de la Faim sous multiples formes.....	12
2.-Du bétail vendu à des prix plus avantageux.....	12
3.- Plus d'élèves inscrits et présents à l'école.....	12
4.-Quelques malades rétablis.....	13
5.-Plus de personnes vigoureuses pour travailler et extension des surfaces cultivées.....	13
6.-Des enfants mieux encadrés du fait de la stabilité des deux parents.....	14
7.-Certaines communautés hôtes protégées face à l'afflux des réfugiés et déplacés internes.....	14
B.-Magasin de stockage, facteur de consommation rationnelle des denrées alimentaires.....	14
C. Des liens sociaux renforcés et des initiatives générées au-delà du domaine alimentaire grâce au regroupement en GIC/Coopérative.....	16
V.-Facteurs de durabilité et Défis à relever pour la pérennisation des Banques de Céréales.....	17
A.-Facteurs de durabilité.....	17
1.-La place centrale des communautés.....	17



2.-L'Implication des femmes.....	17
3.-L'Existence des normes de comportements et la Formation des comités de gestion.....	18
4.-L'Implication d'autres acteurs pour un recouvrement efficace.....	18
5.Capacité des communautés à gérer le projet sans appui extérieur.....	19
B.-Défis à relever.....	20
1.-L'épineux problème du remboursement face à la faiblesse des rendements et à l'aléa moral.....	20
2.-Le travail volontaire des membres des comités de gestion.....	20
3.-Nécessité du suivi et du contrôle externe pour la survie du système de banques de céréales.....	20
4.-Mobilisation des ressources financières.....	21
C.-Actions à entreprendre pour renforcer la durabilité de ce système.....	21
Conclusion.....	22
Bibliographie.....	23



Dédicace

Ce rapport est dédié à l'Honorable Elias Gondi décédé en Mai 2016, acteur dévoué pour la cause des communautés vulnérables à l'insécurité alimentaire dans la région de l'Extrême-Nord. Que son âme repose en paix !

Remerciements

Les remerciements vont à l'endroit de toutes les personnes qui ont contribué à la préparation de ce rapport, en particulier Valery Nodem qui a effectué la relecture et aussi apporté des informations utiles. Je remercie aussi Jaff Napoléon Bamenjo, Coordinateur du RELUFA pour son conseil et supervision. Ont aussi contribué à la production de ce rapport Robert Konai et Jonathan, tous facilitateurs de GieAdersa, partenaire local du RELUFA ; Tabouli Célestin, journaliste ; Michèle Danleu, Chargée du programme Food and Trade justice au RELUFA ; Willy Arnauld Kenfack, Ernestine Nzadi, Guy Lebrun Ambomo, stagiaires au RELUFA.

Acronymes

- CTD** : Collectivités Territoriales Décentralisées
- FAO** : Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
- GIC** : Groupement d'initiatives Communes
- OMD** : Objectif du Millénaire de Développement
- PAM** : Programme Alimentaire Mondial
- PNSA** : Programme National de Sécurité Alimentaire
- RELUFA** : Réseau de Lutte contre la Faim
- SMIAR** : Système Mondial d'Information et d'Alerte Rapide
- SODECOTON** : Société de Développement du Coton

Listes des figures

- Figure 1:**
Schématisation du transfert d'utilisation des ressources disponibles en période de soudure.....10
- Figure 2:**
Schématisation de l'impact de la disponibilité de la nourriture sur l'agriculture.....11
- Figure 3 :**
Impacts de la dotation en céréales.....12
- Figure 4 :**
Impact de la construction des magasins de stockage.....13
- Figure 5 :**
Impact du regroupement en coopérative.....14



Introduction

Selon le FAO, Le Cameroun est l'un des pays à avoir atteint en 2015 le premier Objectif du Millénaire du Développement (OMD) qui avait pour but de réduire la faim de moitié entre 1990 et 2015. Malheureusement, en ce moment, la région septentrionale du Cameroun est sujette à une insécurité alimentaire chronique, aggravée par l'arrivée en grand nombre des réfugiés du fait des actes terroristes de la secte islamiste Boko Haram¹ depuis 2013.

Face à cette situation, de nombreux acteurs interviennent dans la région notamment l'Etat, les bailleurs de fonds, les organisations non gouvernementales nationales et internationales. Le Réseau de Lutte contre la Faim (RELUFa) qui est une Organisation de la Société Civile ayant pour mission de combattre les problèmes systémiques générateurs de faim, de pauvreté et d'injustices socio-économiques et environnementales, y intervient également à travers un système de banques de céréales. A l'issue d'une évaluation de ce système, le présent rapport a pour but de démontrer, qu'associées à des actions visant à renforcer la productivité agricole, les banques de céréales peuvent constituer un filet social de sécurité alimentaire efficace contre l'insécurité alimentaire facilitant la résilience des communautés face aux chocs climatiques et économiques.

Il sera donc question dans ce rapport de décrire la situation d'insécurité alimentaire de la région de l'Extrême-Nord du Cameroun, de préciser la notion de filet social de sécurité alimentaire, de justifier le choix de la banque de céréales par le RELUFa comme instrument de lutte contre l'insécurité alimentaire, de présenter les résultats et impacts des banques de céréales et enfin de présenter les facteurs de durabilité de ce système et les défis à relever pour conforter cette durabilité.

I- L'Insécurité alimentaire dans la Région de l'Extrême-Nord du Cameroun

La région de l'Extrême-Nord du Cameroun est celle qui enregistre le plus de crises alimentaires, les activités agricoles étant fortement tributaires aux aléas climatiques. Cette région se trouve en effet dans la zone soudano-sahélienne qui connaît sur le plan climatique des précipitations annuelles de 400 à 900 mm concentrées sur quatre mois (de Juillet à Octobre). Les températures moyennes sont voisines de 28°C, avec des écarts thermiques très importants (7,7°C moyenne annuelle). Les cultures de cette zone sont notamment le coton, le mil-sorgho, les oignons, les sésames et le riz dans les plaines. Mais celles qui rentrent particulièrement dans l'alimentation sont le sorgho pluvial, le sorgho jaune (Muskuwaari) de contre-saison et le maïs. Cette situation d'insécurité alimentaire est accentuée ces dernières années par les changements

¹ BokoHaram est un mouvement terroriste d'idéologie jihadiste, originaire du nord-est du Nigeria et ayant pour objectif d'instaurer un califat et d'appliquer la charia (Wikipedia).



climatiques et les exactions de la secte islamiste Boko Haram qui a provoqué un grand afflux de réfugiés (66 000) et de déplacés internes (150 000), mettant une forte pression sur les communautés hôtes.

La population de l'Extrême-Nord étant estimée à 3 993 007 âmes, 35,5% de celle-ci est en insécurité alimentaire sévère et modérée. Il est observé une détérioration de la situation dans les départements affectés par Boko Haram (Logone et Chari, Mayo Sava et Mayo-Tsanaga). 23% de ménages issus de la population hôte y sont en insécurité alimentaire dont 5% en situation sévère (PNSA et PAM, 2015). Par ailleurs, la situation semble être préoccupante dans le Diamaré (36,7%).

Selon le Système Mondial d'Information et d'Alerte Rapide (SMIAR), le Cameroun fait partie des 36 pays qui ont besoin d'une assistance alimentaire externe et ayant un niveau d'insécurité alimentaire localisée sévère.

En bref, il apparaît que l'Extrême Nord reste la région prioritaire pour des interventions : Elle a le taux d'insécurité alimentaire le plus élevé, la production alimentaire étant aléatoire en raison d'une dégradation des ressources productives; elle est de plus soumise à une certaine récurrence de chocs climatiques ces dernières années ; enfin, le manque de revenus affecte également la capacité des plus pauvres à accéder à l'alimentation et aux services sociaux de base. De ce fait, la région a les plus mauvais indicateurs en termes de pauvreté, d'accès aux soins de santé, à l'éducation, à des sources d'eau améliorées et à des conditions de vie moins précaires...

II- Mettre à contribution les filets sociaux de sécurité contre l'insécurité alimentaire

Dans la recherche des solutions à cette situation d'insécurité alimentaire et de pauvreté, de plus en plus d'acteurs promeuvent des actions permettant la résilience² des communautés affectées et se tournent ainsi vers les filets sociaux de sécurité. En effet, ces derniers peuvent contribuer de manière non négligeable à la lutte contre la pauvreté et au développement, grâce à leurs liens avec la santé, l'éducation et les activités économiques à l'échelle locale.

Sous-ensemble des filets de protection sociale³, les filets de sécurité alimentaire ont pour objectif de garantir une consommation alimentaire minimale et/ou de protéger les ménages des chocs qu'ils subissent en ce qui concerne la consommation alimentaire. En effet, ceux-ci sont destinés à agir sur l'accès aux aliments des populations. Ils peuvent également permettre aux ménages d'investir dans des activités productives ou alors de participer au développement du capital humain. Les filets de sécurité peuvent être établis tout aussi bien pour durer que de manière temporaire ou pour répondre à une situation d'urgence. Pour la FAO par exemple, ces filets sont un moyen de lutte contre la faim ponctuelle ou chronique, qui peut participer à la baisse de la gravité des urgences alimentaires. Mais elle préconise également une double approche par laquelle, il est important de prendre des mesures visant à l'augmentation de la production, et donc à améliorer les revenus des petits exploitants, en plus de la mise en place de ces filets de sécurité axés sur l'amélioration immédiate de l'accès à l'alimentation des personnes victimes d'insécurité alimentaire.

² La résilience est « La capacité des ménages, familles, communautés et des systèmes vulnérables à faire face à l'incertitude et au risque de choc, à résister au choc, à répondre efficacement, à récupérer et à s'adapter de manière durable ». (AGIR)

³ Selon la Banque Mondiale, On désigne sous le terme de « filets de protection sociale » des prestations non contributives en espèces ou en nature qui ciblent les personnes pauvres et vulnérables



Les programmes de filets de sécurité les plus importants qui ont été utilisés ces dernières années au Cameroun sont les programmes de cantines scolaires ayant pour but de fournir des suppléments nutritionnels aux élèves dans certaines écoles ciblées de la région du Nord Cameroun, les programmes de nutrition incluant la distribution des suppléments alimentaires aux enfants souffrant de malnutrition et aux femmes enceintes, les programmes de travaux publics mis en place en collaboration avec les partenaires nationaux et internationaux avec un double objectif de développement des infrastructures et de génération des revenus sur une base temporaire pour des ménages pauvres, des initiatives d'aide d'urgence telles que la distribution des stocks de réserve alimentaire et des interventions ponctuelles pendant les sécheresses, les inondations et les afflux de réfugiés, etc. les subventions des prix de produits alimentaires importés et des produits pétroliers, des programmes de transferts monétaires inconditionnels, ... (Banque Mondiale, 2012)

Ainsi, plusieurs catégories d'acteurs interviennent notamment l'Etat à travers ses démembrements, les bailleurs de fonds, les Organisations Non Gouvernementales internationales et nationales et les organisations de la Société Civile au rang desquelles le Réseau de Lutte contre la Faim (RELUFA).

III- Le système de Banque de céréales : Filet social de sécurité alimentaire choisi par le RELUFA

A- Justification du choix du système de banque de céréales

Dans les pays en voie de développement, trois structures de filet de sécurité alimentaire sont mises en œuvre notamment :

- Aide en espèces ;
- Aide fondée sur l'accès aux denrées alimentaires ;
- Aide axée sur l'approvisionnement alimentaire.

Les programmes axés sur l'approvisionnement alimentaire fournissent directement des denrées alimentaires ou des suppléments nutritionnels aux personnes ou aux ménages. Certains de ces programmes reposent sur l'hypothèse selon laquelle les marchés de produits vivriers ne sont pas efficaces. C'est-à-dire qu'une hausse de la demande entraînerait principalement l'inflation ou simplement, que les disponibilités alimentaires sont faibles. Ce qui est le cas dans la région de l'Extrême-Nord. Le RELUFA a donc opté pour l'approvisionnement alimentaire.

En outre, la nature de l'insécurité alimentaire détermine les principaux aspects de la structure du programme de filet à choisir. Celle de la région de l'extrême Nord revêt les aspects suivants :

Le caractère saisonnier : l'insécurité alimentaire connaît en général un pic au cours des mois précédant la récolte de la culture vivrière primaire ;

La prédisposition aux catastrophes ou aux situations d'urgence, telles que les inondations, la sécheresse et récemment les conflits avec la secte islamiste Boko Haram ;



La non-Connaissance des besoins alimentaires en quantité et du type d'aliments nécessaires pour mener une vie saine et productive ;

La Géographie : l'insécurité alimentaire n'est pas répartie de la même manière dans toute la région de l'Extrême-Nord d'où le choix du RELUFA d'intervenir dans les seconds départements les plus vulnérables après le Logone et Chari, notamment le Diamaré et le Mayo-Tsanaga, la banque de céréales étant davantage appropriée pour des communautés sédentaires ;

L'inefficacité des marchés locaux de produits vivriers : en 2005, RELUFA avait identifié la spéculation sur les marchés de céréales comme problème systémique. D'un côté, on a les paysans, qui lors des récoltes, et à cause de l'abondance des céréales sur le marché, vendent à prix bas leurs récoltes. C'est l'un des seuls moments où les familles peuvent se faire de l'argent pour couvrir les autres besoins de la famille, santé et éducation par exemple. Pour remplir ces besoins, elles doivent vendre une partie importante de leurs récoltes, et ainsi ne peuvent toujours pas garder suffisamment de grain pour couvrir toute l'année, jusqu'à la prochaine récolte. De l'autre, on a les spéculateurs. Pendant la saison des récoltes, ils achètent des quantités importantes de céréales, dont une partie est exportée dans les pays voisins, et l'autre partie est stockée dans l'attente de la période de soudure⁴.

La plupart des villages n'ayant aucune infrastructure et organisation en place pour sécuriser les besoins nutritionnels de la communauté, le système de banques de céréales communautaires avait été identifié comme une des réponses appropriées et durables à cette situation.

Description du système des banques de céréales

Depuis 2006, Un système de banque de céréales est progressivement mis en place avec un triple objectif :

- Rendre disponible au niveau des groupements, à des conditions humaines, ce qui est indispensable pour l'alimentation quotidienne à court et à long terme ;
- Equiper les communautés locales afin qu'elles puissent elles-mêmes conduire un programme visant à améliorer leurs conditions de vie. Le programme dans ce sens comporte un fort aspect de formation, de participation locale et de démocratie ;
- Fédérer les différents groupements, et en faire des unions fortes de plaider pour plus d'investissement de l'Etat dans l'agriculture et le soutien des initiatives paysannes, afin de respecter le droit à une alimentation saine comme un droit fondamental de l'homme.

Le système de banque de céréales communautaire du RELUFA consiste pour la première année à acheter les céréales dans les marchés locaux pendant la période de récolte du mil

⁴Période qui sépare la fin de la consommation de la récolte de l'année précédente et l'épuisement des réserves des greniers, de la récolte suivante. Généralement, durant cette période, les réserves sont épuisées et la faim s'installe dans les villages.



de contre-saison pour casser le mécanisme de spéculation, et à les stocker dans les villages engagés dans l'opération. Ainsi, Une première dotation en céréales est fournie pour rendre la nourriture disponible à l'immédiat dans les villages concernés. Mais elle constitue également le fond de roulement pour les périodes difficiles des années suivantes sans apport extérieur à travers un système d'emprunt pendant la période de soudure et de remboursement avec un petit intérêt en nature pendant la période de récolte, les paysans ayant opté pour ce mode du fait de leur faible pouvoir d'achat.

Il est considéré qu'un sac de 100 kg peut nourrir une famille de six personnes pendant un mois. L'ouverture de la banque de céréales s'opère pour combler le mois le plus difficile de rareté de la nourriture (Août) jusqu'au début de la période de récolte en octobre. Les villageois remboursent leurs emprunts en stockant dans le grenier les premiers produits de leurs récoltes entre Octobre – Décembre pour le sorgho de saison de pluie et Février-Avril pour le mil de contre-saison.

En outre, RELUFA mène des activités de suivi pour appuyer les groupes villageois dans la gestion du système et les accompagnent dans la structuration des groupements. Il fournit également des formations pour la tenue des documents de gestion, renforce les capacités des communautés à une meilleure gestion de leurs réserves alimentaires et au suivi des prix sur les marchés. Il aide aussi à construire des locaux mieux adaptés au stockage et à la conservation des denrées sèches. Un accent particulier est mis sur la participation des femmes en promouvant la structuration des groupements exclusivement féminins et la gestion des banques de céréales communautaires par les femmes.

Ce système a pour cible principale les producteurs agricoles vulnérables, le plus souvent mal connectés aux marchés du fait de l'impraticabilité des infrastructures routières pendant la saison des pluies. Cette frange fait face à la dégradation des ressources naturelles (terres, eau, etc.) et dispose de peu de capitaux pour investir dans le système productif. Ainsi, dans la plupart des cas, ces ménages agricoles ne produisent pas suffisamment pour se nourrir et générer des revenus supplémentaires pour leurs besoins primaires. Ces personnes sont fondamentalement exposées aux chocs climatiques et économiques.

Bien qu'il y ait des défis à relever, les banques de céréales ont montré leurs potentialités dans la lutte contre l'insécurité alimentaire.

IV - Impacts du système des banques de céréales

Selon une évaluation effectuée par le RELUFA en juillet 2016 sur la période de 2005 à 2014, les impacts de ce système sont observables sur trois composantes en particulier : la dotation en céréales, la construction d'un magasin de stockage et le regroupement en coopérative/GIC.



A. Impact de l'approvisionnement en céréales

1- Réduction de la Faim sous multiples formes

Selon les communautés, le système de banques de céréales a relativement réduit la famine dans les villages. En effet, elles ont noté comme effet positif la disponibilité des céréales pendant la période de soudure, la proximité du lieu d'approvisionnement, la réduction du nombre de jours de famine, la réduction de la mendicité et des emprunts.

Un autre point important à relever est la disponibilité de la nourriture pour les personnes les plus vulnérables (personnes âgées, malades, orphelins) de la communauté, c'est-à-dire celles qui n'ont plus la capacité de cultiver pour rembourser. Il s'agit là d'une adaptation du système des banques de céréales qui au départ ne prenait en compte que les personnes qui avaient la capacité de cultiver pour rembourser. A cet effet, certaines communautés (Moudoumboui et Godola par exemple) ont expliqué que les intérêts en nature, censés faire accroître le stock d'année en année, sont plutôt utilisés pour secourir ces personnes vulnérables.

Ainsi, dans ces villages, l'on se serait attendu à avoir des problèmes d'accroissement de stock. C'est pourtant le contraire car les communautés ont créé des initiatives telles que les champs communautaires et font des cotisations pour développer les stocks de céréales. Ce qui permet de conclure à une relative appropriation du système par les communautés.

2- Du bétail vendu à des prix plus avantageux

Par ailleurs, la disponibilité de la nourriture dans le village a également permis à certains ménages d'accroître le revenu issu de la vente du bétail. En effet, pour subvenir aux besoins alimentaires, éducationnelles et sanitaires, ceux-ci étaient obligés de vendre leur bétail à un prix moins rentable, à présent ils peuvent attendre le moment opportun pour obtenir un bénéfice plus important.

3- Plus d'élèves inscrits et présents à l'école

De même, la disponibilité de la nourriture a eu un impact positif dans le secteur de l'éducation à travers un accroissement du niveau de scolarisation. Cela s'explique par le transfert d'utilisation des ressources disponibles, de l'achat des céréales vers le financement de l'éducation des enfants. Plus explicitement, le revenu issu de la vente du bétail est utilisé pour le paiement des frais de scolarité et l'achat des fournitures scolaires des enfants. Il existe également des cas où un sac de céréales emprunté est vendu pour assurer des charges liées à la scolarisation des enfants. En outre, cette disponibilité de nourriture aide les enfants à fréquenter l'école en leur fournissant de la nourriture, ce qui les aide à se concentrer, à apprendre et augmente en définitive leurs chances d'avoir un avenir meilleur.

4- Quelques malades rétablis

Dans la même foulée et selon la même logique que l'éducation, il est observé un léger impact positif sur la santé. En effet, dans certains cas, le revenu issu de la vente du bétail est plutôt utilisé pour offrir des soins de santé à un membre de la famille.



Figure 1: Schématisation du transfert d'utilisation des ressources disponibles en période de soudure

5- Plus de personnes vigoureuses pour travailler et extension des surfaces cultivées

Comme autre impact de la dotation en céréales, l'on peut noter la réduction des migrations temporaires particulièrement celles des pères de familles et des jeunes. En effet, les jeunes du village et les époux se déplaçaient vers les villes pour obtenir un peu d'argent afin d'acheter de la nourriture. Etant donné que la nourriture est maintenant disponible dans le village, ils n'ont plus besoin de se déplacer. Par conséquent, on peut noter l'accroissement de la main d'œuvre agricole permettant d'étendre les surfaces cultivées. Ladite extension de surface est davantage renforcée par une force et énergie renouvelées à travers la disponibilité de la nourriture. Les cultivateurs passent donc d'un état de morbidité à une meilleure aptitude au travail agricole. A long terme l'augmentation de la productivité des personnes peut conduire à une croissance économique.

Par la même occasion, les jeunes restent surplace et vont à l'école, ce qui conduit à une augmentation du niveau de fréquentation de l'école.

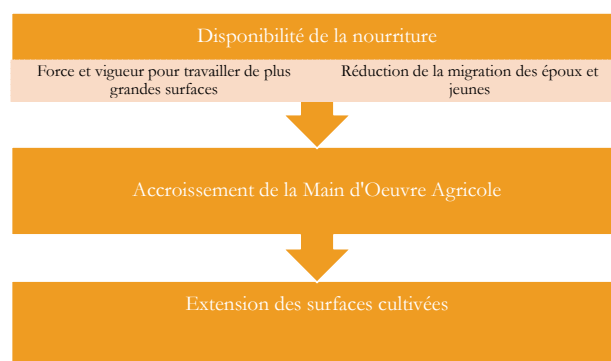


Figure 2: Schématisation de l'impact de la disponibilité de la nourriture sur l'agriculture

6- Des enfants mieux encadrés du fait de la stabilité des deux parents

La réduction des migrations temporaires constitue un corollaire de la stabilisation des pères de familles. Par conséquent, la dotation en céréales a pour impact de restaurer et sauvegarder la cohésion familiale pour un meilleur encadrement des enfants.

La figure ci-dessous représente les impacts de la composante « dotations en céréales » du système de banques de céréales selon qu'ils sont mentionnés plus ou moins par les communautés. Cependant, il est important de noter que l'impact le plus significatif, c'est-à-dire celui qui décrit de manière palpable le changement relatif à la dotation en céréales est la réduction du nombre de jours de famine.

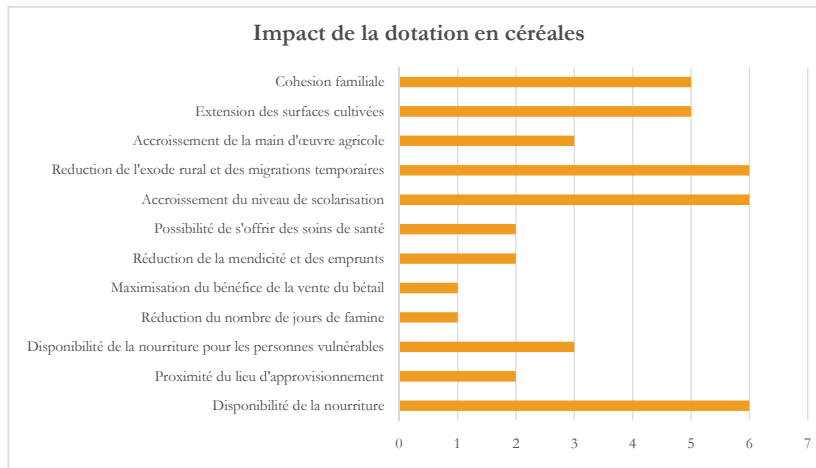


Figure 3 : Impacts de la dotation en céréales

7- Certaines communautés hôtes protégées face à l'afflux des réfugiés et déplacés internes

Les affres de la secte islamiste Boko Haram ont généré un grand afflux de réfugiés et de déplacés internes particulièrement dans l'arrondissement de Mokolo, car c'est l'un des arrondissements les plus proches de la frontière avec le Nigéria. Ces déplacés exercent une forte pression sur les ressources des populations hôtes et en particulier sur les greniers communautaires. Toutefois, il faudrait noter en réalité que les communautés ayant des banques de céréales ont un filet de protection que les autres communautés n'ont pas. Ces dernières subissent une plus grande pression et leur relèvement sera plus difficile.

B. Magasin de stockage, facteur de consommation rationnelle des denrées alimentaires

Au début de la mise en place de ce système de banques de céréales, les locaux de stockage étaient fournis par les communautés elles-mêmes et constituaient ainsi leur participation.

Malheureusement, au fil des ans, ces locaux se sont révélés étroits face au stock croissant. Faits en matériaux locaux, ils étaient fragiles aux pluies diluviennes. En outre, les infestations des céréales par les insectes étaient régulières occasionnant ainsi des pertes. Il a donc fallu, pour la survie du système, intégrer la construction des magasins de stockage comme composante du système. Jusqu'en 2014, sur 42 greniers communautaires fonctionnels, 27 avaient des magasins de stockage construits par le RELUFA.

A l'issue de l'évaluation, il s'avère que les villages ayant bénéficié de la construction de magasin de stockage ont eu la possibilité d'y stocker leurs denrées alimentaires personnelles (céréales, arachides, gombo, ...). Ainsi, les communautés ont noté, comme impact de cette possibilité, la réduction du gaspillage de leurs denrées alimentaires.

Elles ont eu la possibilité de constituer des réserves devant servir de semences. C'est un impact important car la consommation de semences comme aliments peut avoir des répercussions sur la période des semis suivante et entraver la production alimentaire.

En outre, certaines personnes ont eu la possibilité d'accroître leurs revenus et d'augmenter des surfaces à cultiver par la vente des produits stockés dans ces magasins.

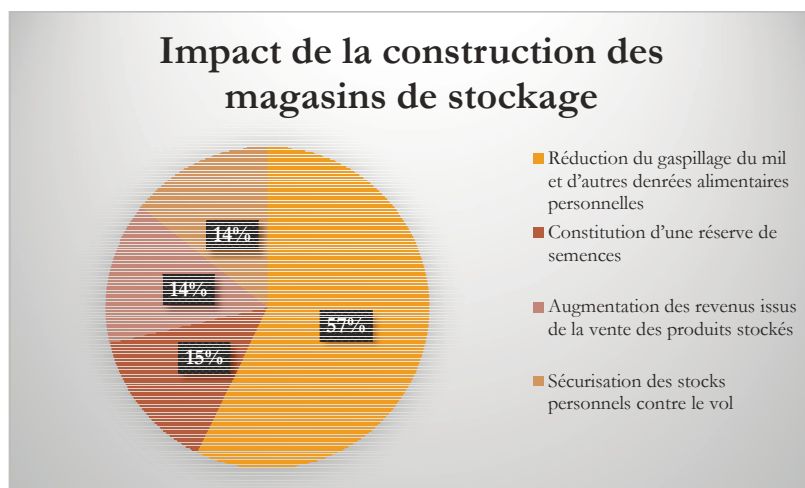


Figure 4 : Impact de la construction des magasins de stockage

Il est à noter que les villages n'ayant pas bénéficié des magasins de stockage n'ont pas mentionné ces bienfaits. Cela suppose qu'ils continuent de gaspiller la nourriture, car n'ayant pas la possibilité de garder leurs aliments ailleurs que chez eux, et pourraient se retrouver dans la situation où ils n'ont pas de réserves comme semences.

C- Des liens sociaux renforcés et des initiatives générées au-delà du domaine alimentaire grâce au regroupement en GIC/Coopérative

En vue d'une meilleure gestion de la répartition des céréales fournies aux communautés, il était essentiel d'encourager la création des GIC/Coopératives⁵ et la mise en place des comités de gestion. Ce regroupement avait aussi pour but, à long terme, d'impulser une dynamique de plaidoyer au niveau local.

Les communautés ont ainsi témoigné sur le fait que l'adhésion au GIC/Coopérative⁵ et la régularité des réunions ont renforcé les liens sociaux se manifestant par une plus grande entente et collaboration entre les villageois. En outre, cela a favorisé la discussion et la réflexion sur les problèmes du village, d'où la naissance de plusieurs initiatives au-delà du secteur agricole et alimentaire. A cet effet, on peut citer, entre autres, l'initiative d'alphabétisation des femmes du village Godola, la construction d'un « hangar » devant servir d'école des parents dans le village Moudouimboui, la mise en place d'une caisse de crédit scolaire dans le village Ngozemey, un restaurant dans le village Zidim. Malgré la faiblesse de leurs revenus, ces villageois font des petites cotisations (25, 100, 200 francs CFA) qui permettent de créer de petites initiatives.

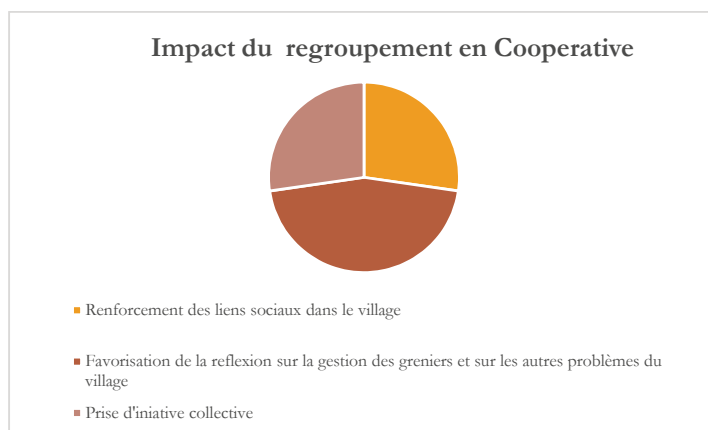


Figure 5 : Impact du regroupement en coopérative

Il est important de noter que dans le domaine agricole, ces communautés ont presque toutes opté pour la création des champs communautaires pour la plupart en vue de renflouer leurs stocks dans leurs greniers respectifs.

Toutes ces initiatives démontrent une grande volonté de ces communautés à développer leurs villages. De plus, ces initiatives se sont étendues au reste de la population des villages concernés. Il apparaît donc que le système de banques de céréales, à travers toutes ses composantes, peut impulser le développement communautaire et local.

⁵ A la création du système de banque de céréales, les communautés étaient encouragées à se constituer en groupement. Mais depuis Mai 2013, l'Etat du Cameroun a demandé aux GIC de muter en Société coopérative pour se conformer au droit OHADA.



La banque de céréales communautaire est une réponse d'urgence qui peut contribuer en même temps à la résilience des populations et enfin conduire au développement local. Toutefois, il faudrait relever certains défis et la lier avec d'autres actions de développement pour agir sur le long terme.

V- Facteurs de durabilité et Défis à relever pour la pérennisation des Banques de Céréales

Beaucoup de projets initiés par divers acteurs ne survivent en général pas plus d'une année. Pourtant, 10 ans après, les banques de céréales continuent de bien fonctionner, certes avec des défis, mais ils existent toujours, continuent de rassembler les communautés et sont inscrits dans les plans de lutte contre la faim et la pauvreté dans beaucoup de villages. Quels facteurs justifient donc cette durabilité ?

A- Facteurs de durabilité

1- La place centrale des communautés

Au lieu de faire les choses pour elles, la formation initiale est claire sur le fait que ce sont elles qui sont au centre et qui ont le contrôle du programme. Elles détiennent les clés non seulement des greniers, mais aussi celles des décisions qu'elles veulent prendre pour leurs communautés. Ainsi, une grande liberté leur est laissée pour adapter le système selon leurs besoins et leur contexte.

Les communautés ont la possibilité de dénoncer toute ingérence ou tentative de corruption ou détournement de leurs stocks par toute personne de pouvoir dans la région comme les élites ou les animateurs. Cette confiance en leurs "pouvoirs" leur permet donc de s'approprier le projet.

2- L'Implication des femmes

La place donnée aux femmes contribue à leur ouverture dans la société et les aide à comprendre leur propre rôle comme acteur social majeur. La création des groupements exclusivement féminins a pour but de reconnaître leur pouvoir. L'évaluation des banques de céréales révèle qu'elles sont efficaces dans la gestion du grenier. Elles font preuve de patience lors du déstockage, car elles sacrifient toute la journée à attendre les emprunteurs de céréales. Et malgré l'insuffisance du stock, elles réussissent à faire une bonne répartition selon des hommes interrogés dans leurs communautés.

Par ailleurs, l'implication des femmes dans la gestion des greniers communautaires est un facteur d'amélioration du niveau de remboursement. Dans les groupements masculins, bien qu'étant cachées derrière les hommes, elles ont un rôle très important. En effet, celles-ci sensibilisent leurs époux pour le remboursement rapide des céréales empruntées, mettent un frein au gaspillage et à la vente anarchique des céréales de leurs époux pour l'achat du Bili-bili⁶.

⁶Boisson locale fermentée.



Il apparaît également que les propositions des femmes sont prises en compte dans la gestion des greniers communautaires. Toutefois, leur influence est encore très peu perceptible dans les décisions qui affectent toute la communauté ou tout le village.

3- L'Existence des normes de comportements et la Formation des comités de gestion

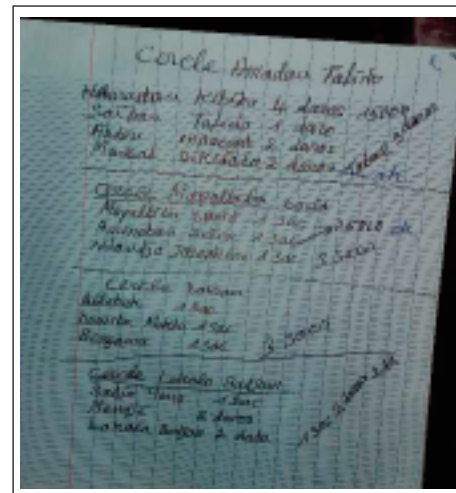
Avec l'appui des animateurs locaux, des règles claires et des normes de comportements des membres des groupements sont établies. En outre, une formation est fournie aux membres des comités de gestion sur les notions de stockage, les techniques de stockage et l'entretien des magasins, la tenue des documents d'inventaires, etc.). Ce qui leur permet de maîtriser le système des banques de céréales en profondeur.

4- L'Implication d'autres acteurs pour un recouvrement efficace

Le recouvrement des céréales étant la phase la plus difficile, les comités s'assurent au préalable à donner à des personnes qui peuvent rembourser. De ce fait, il faut avoir une réputation sans faille pour pouvoir emprunter du mil dans le grenier.

Toutefois, s'il y a des cas de non-remboursements du fait des faibles récoltes, un sursis est donné au bénéficiaire en lui permettant de rembourser l'année d'après avec la récolte du Karal (mil jaune) selon la localité ou avec la récolte du mil rouge de la période de récolte suivante.

Quant aux cas de mauvaise foi, les comités de gestion ont recours aux autorités traditionnelles (Lawan, Djaouro) ou aux responsables des GIC coton. L'appui des autorités traditionnelles s'est révélé efficace dans le recouvrement du mil. La communauté de Gouloua a par exemple mis en place un mécanisme de recouvrement appuyé sur les cercles constitués dans le système d'encadrement de la SODECOTON⁷. En effet, chaque membre du GIC des stockeurs de céréales est aussi cultivateur de coton, et de ce fait, appartient aussi au GIC coton. Etant donné que le paiement des cultivateurs de coton s'effectue de manière groupée par cercle, le responsable de ce cercle prélève la somme correspondant à la quantité de céréales empruntée ou même supérieure pour inciter l'emprunteur à rembourser les céréales.



Suivi du recouvrement à travers les cercles de la SODECOTON

⁷ C'est une compagnie parapublique qui gère la production et l'exportation du coton au Cameroun. Par ailleurs, le coton constitue la principale culture de rente dans la région du Nord Cameroun.



On peut noter ainsi une complémentarité entre différents acteurs dans la zone. Il serait utile, que cette complémentarité aille plus loin, et que les approches utilisées par les uns et les autres soient partagées pour un impact collectif plus important dans la région.

5- Capacité des communautés à gérer le projet sans appui extérieur

La place centrale accordée aux communautés, la confiance en leurs « pouvoirs » et les formations des comités de gestion à un résultat positif en leur permettant d'acquérir des capacités de gestion des greniers communautaires sans appui extérieur. Elles maîtrisent relativement bien le fonctionnement du système de banques de céréales, particulièrement le processus de déstockage et de restockage, ainsi que l'entretien du magasin.

En outre, l'adaptation du système de banques de céréales à leur contexte fait croire à une appropriation du système de leur part. Comme mentionné plus haut, le système des banques de céréales dans sa logique conceptuelle n'avait pas pris en compte les personnes vulnérables n'ayant pas la capacité de travailler pour cultiver. Pourtant, certaines communautés ont mis en place un système d'entraide et de solidarité. Ainsi, l'intérêt en nature donné lors du remboursement est utilisé pour nourrir les personnes les plus vulnérables qui n'ont pas la capacité de rembourser (Étrangers, malades, personnes âgées, orphelins). C'est une déformation positive du système de banques de céréales mais qui a un impact négatif sur l'accroissement du stock. Alors, pour continuer à faire croître les stocks, en plus des champs communautaires, elles ont décidé qu'à l'emprunt, le bénéficiaire doit déboursé une somme comprise entre 200 et 2000 francs, selon les GIC et en fonction du fait que l'on soit membre ou non du GIC/Coopérative. Cette somme est ensuite utilisée pour l'entretien du grenier et l'achat d'autres sacs de céréales en vue d'accroître le stock.

En bref, il apparaît qu'au fil des ans, les communautés ont adapté le système des banques en fonction des difficultés qu'elles rencontrent :

- Face à l'insuffisance des stocks, elles ont adopté un système de répartition différent. Selon les demandes, elles font des répartitions par demi-sac ou par daro (mesure traditionnelle équivalent à environ 12 à 15 kg) ou même par tasse dans les cas extrêmes;
- Face aux difficultés de recouvrement, elles ont recours à d'autres acteurs externes au projet, notamment les autorités traditionnelles et les responsables des GIC Coton, en effet, aucune procédure de recouvrement n'avait été établie pour traiter les cas de non remboursement ;
- Face à la difficulté de remboursement due à la faiblesse des rendements, certaines communautés ont modifié le système en décidant de substituer l'intérêt en nature à une somme donnée lors de l'emprunt. La totalité de cette somme est donc utilisée pour l'achat des céréales lors de la période de récolte en vue d'accroître le stock ;
- Face aux difficultés financières pour la prise en charge sanitaire ou scolaire, certains membres de la communauté empruntent le mil non plus pour manger, mais pour vendre et prendre en charge la santé ou payer les frais de scolarité d'un enfant.

B- Défis à relever

1- L'épineux problème du remboursement face à la faiblesse des rendements et à l'aléa moral

La difficulté qui revient dans toutes les communautés est le remboursement. En effet, cette difficulté est justifiée par deux principales raisons : la mauvaise foi et la faiblesse du rendement.

La mauvaise foi est la résultante des distributions alimentaires répétées dans la zone, régulièrement sinistrée. En effet, certains bénéficiaires sont réticents à rembourser les céréales parce qu'ils estiment que ce sont des dons qui leur sont offerts et qu'ils n'ont pas besoin de rembourser. Certains considèrent même le remboursement comme étant un moyen inventé par les comités de gestion pour les écarter de l'acquisition d'une quantité de céréales. Cette mauvaise foi est renforcée par la faiblesse des rendements agricoles.

Quant à la faiblesse des rendements, la pauvreté des sols et le niveau de la pluviométrie sont les facteurs évoqués par les communautés. Les faibles rendements constituent une cause importante de la difficulté de remboursement. Certaines personnes effectuent ainsi des remboursements inférieurs à la quantité empruntée ou des remboursements sans l'intérêt en nature. Selon le rapport d'évaluation du RELUFA, 45,88% des personnes enquêtées par questionnaire ont eu des récoltes inférieures à leur besoin alimentaire théorique.

2- Le travail volontaire des membres des comités de gestion

Les membres des comités de gestion ne sont pas rémunérés pour ce travail social. Toutefois, ils méritent une certaine reconnaissance. L'absence de cette dernière pourrait donc constituer une porte ouverte à des dérives et à des détournements. Cette reconnaissance se matérialise dans la banque de céréales par des petites rémunérations issues des frais de fonctionnement des greniers que les communautés cotisent lors du déstockage.

3- Nécessité du suivi et du contrôle externe pour la survie du système de banques de céréales

Bien que les communautés soient capables de gérer techniquement les banques de céréales, elles expriment une certaine dépendance vis-à-vis de l'animateur local pour demander conseil en cas de difficultés. Plus important, elles expriment la nécessité d'un suivi et contrôle externe comme moyen de pression pour le remboursement des céréales. Autrement dit, l'absence de suivi et de contrôle laisserait le champ libre à la mauvaise foi de certains bénéficiaires.

L'enjeu serait donc la mise sur pied d'un mécanisme de suivi qui pourrait s'appuyer sur des institutions existantes, à créer ou à renforcer :

1) La mise en place des unions est la piste de solution évoquée par les communautés pour effectuer le suivi et le contrôle. Il sera donc à cet effet important de renforcer les capacités organisationnelles et financières de ces unions :



- Concevoir un guide de gestion, suivi et contrôle des greniers communautaires pour les unions ;
- Renforcer les capacités des membres des unions au montage des projets pour la création et la mise en œuvre des activités génératrices de revenus et les demandes de subventions, etc.
- Organiser des réunions d'échanges et de partages d'expériences et d'initiatives créées (remboursement, eau, école, alphabétisation des femmes, activité génératrice de revenu) ; ...

2) Si le processus de décentralisation était déjà assez avancé et les Collectivités Territoriales Décentralisées (CTD) bien établies, ce mécanisme de suivi aurait pu s'appuyer sur ceux-ci. Les banques de céréales auraient par ailleurs pu être intégrées dans les plans de développement communaux.

4- Mobilisation des ressources financières

La capacité à mobiliser durablement des ressources financières importantes est un enjeu déterminant pour l'extension de ce système dans la région.

C. Actions à entreprendre pour renforcer la durabilité de ce système

Pour renforcer la durabilité de cette initiative, certaines actions sont à mettre en œuvre notamment :

- Approvisionner les communautés ciblées en fonction de la population du village pour avoir un plus grand impact : Avant l'installation d'un grenier communautaire, il est nécessaire d'évaluer le nombre d'habitants dans le besoin et vérifier que le taux d'accroissement du stock dans le grenier est supérieur ou égal au taux de croissance démographique ;
- Associer au grenier communautaire des actions visant à renforcer la productivité agricole notamment l'appui à l'irrigation, la fertilisation des sols, l'accès au crédit agricole par le système de warrantage;
- Renforcer les capacités des communautés sur l'évaluation de leurs besoins alimentaires pour réduire les ventes anarchiques ;
- Accentuer la sensibilisation sur la nécessité du remboursement pour faire face aux problèmes de mauvaise foi ;
- Impliquer davantage les femmes ;
- Impliquer les autorités traditionnelles autant que possible dès l'intention de mise place d'un grenier dans le village et dans toutes les grandes phases du système de banque de céréales (sensibilisation des communautés, recouvrement, suivi et contrôle...);
- Mettre en place un système indépendant, transparent et clairement défini pour l'audit des banques de céréales. Ce dernier permettra d'identifier des mesures correctives et de soutien pour améliorer leur performance.



Conclusion

En définitive, la banque de céréales se révèle être un facteur de développement communautaire au regard de ses effets positifs et à travers les différentes initiatives qui en découlent. Elle montre son potentiel à lutter contre l'insécurité alimentaire en rassemblant les gens autour d'une question d'intérêt commune et en fournissant un forum permettant de discuter et de rechercher des solutions communes aux problèmes communs ; en protégeant les moyens d'existence et les actifs tel que le bétail ; en luttant contre les migrations en période de soudure ; en aidant à surmonter l'enclavement ; en favorisant la participation des femmes et leur autonomisation.

En contribuant à l'amélioration du niveau de scolarisation et de fréquentation de l'école, le système de banques de céréales participe aussi au développement du capital humain, utile au progrès technique et au développement économique d'un pays. Par son impact sur l'agriculture en termes d'accroissement de la main d'œuvre agricole, la banque de céréales revitalise l'agriculture, cette dernière étant source de moyens de subsistance et de matière première pour l'industrie de coton, et contribuant au revenu national et à la création d'emplois.

Fermement ancré au niveau local, Le système de banques de céréales communautaires constitue donc un potentiel filet social de sécurité alimentaire car il lie deux impacts positifs, l'un à court terme sur la sécurité alimentaire et l'autre à long terme sur la capacité de résistance aux chocs. Les différents acteurs luttant contre l'insécurité alimentaire au Cameroun pourraient donc l'intégrer dans leurs actions en prenant en compte les défis et les facteurs de durabilité. Ce qui contribuera à concrétiser le droit à l'alimentation dans la région de l'Extrême-Nord du Cameroun.

Bibliographie

Cameroon, Social Safety Nets, Report No. 70530-CM, BanqueMondiale, <http://documents.banquemondiale.org/curated/fr/465051468227699490/pdf/705300ESW0CM0P0C0disclosed080200120.pdf>, consulté le 06 Octobre 2016

Evaluation de la sécurité alimentaire dans la région de l'Est, Adamaoua, Nord et Extrême-Nord du Cameroun, PNSA et PAM, 2015 http://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/cmr_efs_a_2015.pdf, Consulté le 05 octobre 2016

Les filets de sécurité et le droit à l'alimentation, FAO, <ftp://ftp.fao.org/docrep/fao/010/a0511f/a0511f04.pdf>, consulté le 06 octobre 2016

Les filets de sécurité, GRET, RéDÉV, 2006

Rapport d'évaluation du projet des banques de céréales, RELUFA, 2016

SMIAR, <http://www.fao.org/giews/english/hotspots/map.htm>

